Nettuno, le 20 juillet 1925.

Monsieur le Ministre,

Votre Excellence a eu l'obligeance de me faire tenir, par note en date de ce jour, la réponse à la note du 16 courant par laquelle mon Gouvernement a eu l'honneur de remettre à Votre Excellence un bordereau des personnes morales et physiques qui ont souffert à Trieste des dommages à la suite d'enlèvement ou de faits d'autre genre dans les conditions et dans l'époque prévues par la convention sur les restitutions des biens, droits et intérêts, signée à Belgrade le 12 août 1924.

Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que, quoique cette convention ne soit pas encore ratifiée, le Gouvernement Royal, ayant toute raison pour ne pas douter que la ratification en sera faite à délai rapproché, a fait constater les conditions dans lesquelles ces dommages se sont produits. Votre Excellence m'a communiqué en outre que les personnes auxquelles pourrait être demandé de remettre les choses au même état qu'elles étaient avant les faits dont il s'agit ont contesté l'existence des conditions sous lesquelles une responsabilité pourrait être établie à l'égard des restitutions ou réparations demandées.

J'apprends de la note de Votre Excellence que, toutefois, pour supprimer toute raison de différend et pour accéder au désir du Gouvernement Royal de faciliter toute solution pratique qui pourrait être envisagée pour la liquidation des questions en suspens, on a fait une offre d'arrangement à l'amiable. D'après l'exposition de Votre Excellence on a avisé la somme de 5,300,000 (cinq millions trois cent mille) liras, dans le but d'éliminer toute revendication ou liquidation de dommages-intérêts pour toute atteinte aux biens, droits ou intérêts des ressortissants du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à Trieste, pendant la période après l'armistice.

Attendu que Votre Excellence m'a donné enfin l'assurance que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie aura soin de faire verser au Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes la somme susdite dans le délai de trois mois après la confirmation que la convention ci-dessus a été ratifiée, je prends acte de cette communication et j'ai l'honneur de porter à connaissance de Votre Excellence que mon Gouvernement a trouvé ces propositions suffisantes.

Par conséquent je m'empresse aussi de donner à mon tour à Votre Excellence l'assurance que mon Gouvernement est parfaitement d'accord à ce sujet et qu'il accepte la proposition en cause.